

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à cette action est de soutenir le partenariat UE- Côte d'Ivoire.

SI les ressources et les capacités requises pour la mise en œuvre des activités de soutien décrites dans le cadre de cette action sont disponibles et bien utilisées, **ALORS**, la mise en œuvre du PIP sera facilitée et l'UE sera mieux renseignée et placée pour renforcer son rôle stratégique et politique en tant que partenaire clé de la Côte d'Ivoire, ainsi que son rôle en tant qu'investisseur.

SI l'UE augmente sa visibilité et son importance stratégique globale dans le cadre du partenariat UE- Côte d'Ivoire et en supposant que le gouvernement ivoirien continue de s'approprier des interventions soutenues par l'UE, **ALORS** l'UE sera en mesure de maintenir et accroître son influence auprès de la Côte d'Ivoire et de la communauté des partenaires de développement et accroître sa crédibilité dans l'identification de solutions politiques aux problématiques de développement de la Côte d'Ivoire.

SI l'UE, grâce à cette action, est mieux à même d'accroître son influence, de mieux s'engager auprès de la société civile et de devenir plus visible, et tant qu'il n'y a pas de facteurs externes majeurs affectant la mise en œuvre des activités prévues (instabilité politique/sécuritaire et/ou socioéconomique), **ALORS** l'action atteindra l'impact souhaité, soit l'efficacité de l'aide européenne y inclus les TEI, la diplomatie publique et le dialogue politique seront renforcés.

C'est **PARCE QUE** les acteurs extérieurs à l'UE et partenaires ont été dûment impliqués, mobilisés, sensibilisés et informés pour assurer la correcte appropriation des programmes et promouvoir l'influence de l'UE que la mise en œuvre et la durabilité des programmes sont assurées et que le rayonnement de l'UE est promu.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Compte tenu de la nature de cette action, une matrice de cadre logique n'est pas requise au niveau de l'action.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date de conclusion d'une convention de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE³.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.